

3 décembre 2008

Pourquoi l'IUT de Toulon est fermé depuis hier midi

UNIVERSITÉ Etudiants et enseignants de l'IUT étaient hier dans la rue pour dénoncer les risques liés à la loi relative à l'autonomie des universités (LRU)

« Que serons-nous dans deux ans? », s'interroge Robert Chanu, directeur de l'IUT de Toulon. Il ne s'agit pas cette fois-ci de revendications salariales ou d'attribution de postes, mais d'avenir et de formation, pour les IUT. Dans les rues de Toulon, étudiants et enseignants - entre 300 et 600 personnes, selon les comptes police ou manifestants - ont défilé hier, à partir de la place de la Liberté. Ils défendent leurs spécificités : être à la pointe de la technologie, offrir un diplôme en adéquation avec les besoins des entreprises et une filière favorisant promotion technique. Ce qui nécessite des moyens. Des moyens différents des facultés, selon eux. Les étudiants, surtout, sont en colère. « Les IUT sont dans la galère! » ont-ils crié hier. « C'est un outil remarquable qui sera cassé! » argumente ainsi un étudiant. « L'université est presque en faillite et on veut boucher les trous avec les IUT », martèle à son tour un enseignant.

Redistribution de crédits

Une loi menace ainsi leur avenir : « nous ne serons plus capables d'assurer nos missions, celle de former des techniciens qualifiés et d'améliorer ainsi la com-



Entre 300 et 600 personnes - étudiants et enseignants - dans la rue hier, pour défendre la spécificité des IUT. L'effectif de celui de Toulon est de 2150 étudiants. (Photo Patrick Blanchard)

pétitivité des entreprises », commente Valentin Gies, professeur d'électronique en Génie électrique industrielle et informatique (GEII). « Le danger, c'est la disparition de la formation qui risque d'être mélangée aux licences », rajoute un autre.

Pourquoi? La fameuse loi LRU (Liberté et responsabilité des universités) prévoit une redistribution des crédits de l'État à l'initiative de chaque université. En clair, le budget de l'IUT perd son autonomie. Mais « cela ne marchera pas », selon

les manifestants. Parce qu'à Toulon, « le gâteau est trop petit ».

« Je comprends ces inquiétudes », a concédé le président de l'université, Laroussi Oueslati. Mais, aujourd'hui, 50 % ou 60 % des étudiants d'IUT poursui-

vent en licence professionnelle. À leur création en 1969, ils étaient 90 %, à entrer dans la vie active. À même niveau, il s'agira, expose le président, « de trouver un compromis, une équivalence de moyens, car la question se pose dans un budget

globalisé ». Ceux qui tiennent les cordons de la bourse font le calcul : un étudiant de faculté coûte 6 000 euros pour 1600 heures d'enseignement en licence. Un étudiant d'IUT, 9500 euros pour 2400 heures d'enseignement pour le même niveau (licence professionnelle).

Disparités de moyens

Dans tous les IUT actuellement, la formation est identique et régie par un programme pédagogique national (PNN). Ce programme ne va pas disparaître, certes. Mais les moyens pour le mettre en œuvre risquent, d'une université à l'autre, de connaître de grandes disparités. « À Toulon, on n'aura plus la possibilité d'assurer les 2400 heures, c'est sûr », explique un enseignant qui a connu l'IUT à sa création, en 1969. Et de rajouter : « Il manque déjà de l'argent, l'atelier de GEII n'a pas été restauré depuis le début! »

L'IUT de Toulon est fermé depuis hier midi. Demain jeudi, les directeurs se réunissent à Paris. En attendant, les cours sont suspendus jusqu'à ce soir. Une assemblée générale à 17h30, décidera de la suite à donner au mouvement.

J. CN.